

1 **Formalisation du capital environnemental et projet de territoire : le cas des Biosphärenparks**  
2 **autrichiens**  
3 *Formalisation of an « environmental capital » and regional development plans: the case of*  
4 *Austrian Biosphärenparks*  
5  
6  
7

8 Valérian GEFFROY et Samuel DEPRAZ  
9

10 **Résumé :**

11 Les Biosphärenparks autrichiens, territoires distingués par un label de l'UNESCO pour leur gestion  
12 « durable », peuvent être efficacement analysés à travers la notion de « capital environnemental ».  
13 Celle-ci permet d'englober l'ensemble des valeurs, notamment non-économiques, attribuées aux  
14 objets de nature d'un espace donné, et surtout les relations sociales et culturelles qui élaborent ces  
15 valeurs. Nous tentons ici de montrer la pertinence d'une telle approche, relationnelle, constructiviste  
16 et holiste, pour la compréhension des projets de développement des territoires ruraux. Les  
17 Biosphärenparks constituent en effet une plate-forme de coordination des efforts de *formalisation*  
18 d'un capital environnemental ; nous entendons par là la mobilisation et la diffusion de valeurs liées à  
19 l'environnement sous la forme d'éléments de communication, de discours, qui mettent en  
20 correspondance ces valeurs avec des objets du territoire.  
21

22 **Abstract :**

23 The Austrian Biosphärenparks, labelled by the UNESCO for their sustainable management, are  
24 usefully analysed through the concept of 'environmental capital'. This notion allows to encompass  
25 the diverse values – including the non-economic ones – attached to the “natural” features of a given  
26 space, as well as the social and cultural relations that shape those values. Here, we try to  
27 demonstrate the relevance of such an approach, altogether relational, constructivist and holistic, to  
28 the understanding of rural development plans. Indeed, the Biosphärenparks build a coordination  
29 platform for the *formalisation* of an environmental capital. By this term, we mean the mobilisation  
30 and diffusion of environment-linked values through discourses which match these values with  
31 features of the territory.  
32

33 **Mots-clefs :** capital environnemental ; développement rural ; projet de territoire ; géographie socio-  
34 environnementale

35 **Keywords :** environmental capital ; rural development ; territorial project ; socio-environmental  
36 geography  
37  
38

39 Le programme de l'UNESCO « Man and the Biosphere » (MaB) compte parmi ses  
40 principales réalisations l'attribution à certains territoires du label « réserve de biosphère ». Celui-ci,  
41 depuis la conférence de Séville qui a modifié en profondeur ses principes (UNESCO, 1996), est  
42 caractéristique du « paradigme intégrateur » (Depraz, 2008) de la conservation environnementale,  
43 qui prône l'intégration harmonieuse de l'homme à son environnement plutôt que la séparation que  
44 les politiques antérieures tentaient d'établir, et qui a poussé à ce que de plus en plus d'espaces  
45 protégés soient mis en place sur des zones occupées et exploitées (Zimmerer, 2006). Ainsi, les  
46 réserves de biosphère – qui reprennent cependant en leur sein le principe du zonage – doivent

49 comporter installations et activités humaines et se conformer autant que possible aux principes d'un  
50 développement durable (UNESCO, 1996) et d'une gestion participative (Borrini-Feyerabend, 1996 ;  
51 Bouamrane, M. (ed.), 2007). L'UNESCO, au terme d'une procédure d'évaluation, attribue aux  
52 régions requérantes le label, qui est pour elles source de prestige et de légitimation ; et l'organisation  
53 internationale affiche un réseau comprenant plus de 660 réserves dans 120 pays, avec l'ambition d'y  
54 représenter toute la diversité sociale et biologique de la planète.

55 Si dans certains cas, l'obtention du statut de réserve de biosphère fait surtout figure de  
56 validation d'une stratégie de gestion territoriale déjà éprouvée, à l'instar de certains Parcs Naturels  
57 Régionaux français (PNR), la démarche de candidature est pour d'autres régions l'occasion de  
58 repenser en profondeur le territoire autour d'une nouvelle entité. C'est le cas, à des degrés divers,  
59 pour les régions autrichiennes ici étudiées. Ces réserves sont nommées « Biosphärenparks » (BSPs)  
60 par le comité autrichien du programme MaB, qui a jugé que le terme « Biosphärenreservat »,  
61 traduction littérale de l'expression anglaise, était porteur de connotations négatives, évoquant  
62 notamment une conservation figée de la nature. Ces « parcs » sont au nombre de trois : celui du  
63 Großes Walsertal, vallée montagneuse et peu densément peuplée du Vorarlberg, qui, reconnu en  
64 2000, fait figure de pionnier ; celui de la Wienerwald, vaste territoire de la zone périurbaine de la  
65 capitale, dont le périmètre concerne environ 750 000 habitants, reconnu Biosphärenpark en 2005 ;  
66 et enfin celui du Lungau-Nockberge, également région rurale et montagneuse, où le label date de  
67 2012. Ce sont, à chaque fois, les collectivités territoriales qui ont été à l'origine de la candidature,  
68 avec une volonté affichée d'impliquer citoyens et acteurs locaux dans les processus de décision,  
69 mais avec des succès divers. Si, dans le Großes Walsertal, où la concertation a été assez riche et  
70 suivie, le label s'est assez rapidement imposé comme une référence locale, dans la Wienerwald la  
71 mobilisation des habitants s'est avérée beaucoup plus difficile, et la plupart d'entre eux n'avait six  
72 ans plus tard pas connaissance de l'existence du dispositif. Dans les trois cas, une structure  
73 d'administration (appelée « Biosphärenpark-Management ») a été créée, financée principalement  
74 par les collectivités, et tente de fédérer un certain nombre d'acteurs, civils, économiques et  
75 institutionnels, autour d'initiatives allant dans le sens des principes du statut obtenu.

76 L'interrogation initiale de l'étude portait sur la concrétisation d'un tel statut, qui est censé  
77 permettre l'harmonisation de la protection de l'environnement et des activités humaines,  
78 économiques notamment, sans apporter aucune nouvelle mesure réglementaire. Quels peuvent être  
79 les effets réels sur un territoire de ce qui semble être avant tout une « appellation », à valeur  
80 incitative tout au plus ? De fait, pris comme *structures*, les Biosphärenparks autrichiens  
81 apparaissaient singulièrement vides. En revanche, pris comme *projets*, ils montraient clairement

82 leur véritable rôle, celui de plate-forme de coordination des acteurs, de mise en commun des  
83 ressources et des savoir-faire du territoire et de catalyseur du discours environnementaliste. Les  
84 réalisations à leur actif relèvent en effet surtout de la communication autour de la qualité du  
85 territoire et de ses ressources, de la sensibilisation environnementale, et d'une commercialisation de  
86 produits locaux qui se présente comme respectueuse de cet environnement. En somme, il s'agit donc  
87 de mobiliser des ressources existantes, notamment biophysiques, en les valorisant, c'est-à-dire en  
88 leur attachant des valeurs augmentées ou développées, en l'occurrence bien souvent du domaine de  
89 l'esthétique, du goût, ou encore de la sensibilité écologiste. Dans ce contexte, la grille de lecture que  
90 constitue la notion de « capital environnemental » peut être utilement introduite pour expliquer ce  
91 que les BSPs « font » des territoires. Plus précisément, nous parlerons de *formalisation*, pour  
92 désigner cette mise en correspondance de valeurs et d'objets à travers la diffusion de discours  
93 (verbaux, visuels ou matériels) sur le territoire.

94  
95

## 96 LE CAPITAL ENVIRONNEMENTAL COMME CLEF DE LECTURE

97

98 Selon la définition proposée par l'équipe GEOLAB (Richard et al., 2015), le capital  
99 environnemental est « l'ensemble des investissements (...) dans l'environnement réalisés par des  
100 acteurs selon leurs représentations, intérêts et systèmes de valeurs spécifiques ». La notion  
101 d'« environnement » elle-même doit être précisée : admettant, avec C. Emelianoff (2003)<sup>1</sup>, que le  
102 cadre biophysique n'est qu'une des spécifications possibles du terme, on centrera cependant ici notre  
103 définition sur cette entrée, comme il est courant de le faire, dans le champ scientifique comme dans  
104 le champ public. Ce cadre biophysique n'est pas pour autant ici considéré comme un donné objectif,  
105 extérieur à la société, mais bien comme une construction sociale (Lascoumes, 2010 ; Rudolf et al.,  
106 1998). L'efficacité de la définition du « capital environnemental » tient notamment à son caractère  
107 englobant : elle se distingue de l'approche économiste du « natural capital » (Costanza et al., 1997),  
108 en ne se limitant pas à la dimension financière des valeurs qui peuvent être attribuées à  
109 l'environnement, mais en intégrant ce que l'économie nomme les « valeurs de non-usage »  
110 (Bürge-meier, 2004), notamment les valeurs d'existence attachées aux objets de nature. La plupart  
111 des auteurs (Douglas et al., 1996 ; Veyret, 2007) reconnaissent aujourd'hui que l'intérêt majeur de la  
112 notion réside dans le fait qu'elle désigne non seulement un ensemble de composantes, mais aussi les

---

1 « Environnement : Ensemble des réalités extérieures à un système, notamment à un système social, conditionnant son existence et interagissant avec lui. Spécialement, les réalités biophysiques comme environnement des sociétés. »

113 relations entre celles-ci. Le succès actuel de la notion d'environnement s'inscrit ainsi dans un  
114 renouvellement de la perspective holiste (Huggett & Robinson in Douglas et al., 1996, p. 5),  
115 marquée par une conscience accrue des équilibres et crises écologiques, qui opère un  
116 rapprochement des sciences dites « naturelles » et des sciences sociales. Cette notion implique en  
117 effet d'envisager comme un tout, et en relation, les diverses composantes du milieu. Par conséquent,  
118 on choisit ici de limiter la notion de « capital environnemental » aux investissements dans un milieu  
119 ou espace *envisagé comme environnement* ; l'extraction minière, par exemple, qui consiste en  
120 l'exploitation d'une ressource spécifique sans que les interactions avec les autres composantes de  
121 l'écosystème participent de sa valorisation, peut donc être exclue de la définition du capital  
122 environnemental. En revanche, l'agriculture, autre forme d'exploitation des sols, peut participer d'un  
123 capital environnemental, pour peu qu'elle soit pensée dans une perspective de gestion raisonnée des  
124 écosystèmes.

125 Entendue ainsi, l'approche par le capital environnemental est donc résolument  
126 constructiviste et holiste, car elle envisage un système de relations situé – l'environnement, ou *un*  
127 environnement – et replace la valeur économique parmi les autres valeurs qui y sont investies.  
128 L'approche est également dynamique, car en parlant d'« investissement », on se concentre sur  
129 l'action ou les processus qui créent la valeur. De même que pour Marx le capital ne peut se résumer  
130 à une somme de matériaux ou de biens, n'existe pas sans le « travail accumulé » et est donc aussi  
131 une « relation sociale de production » (Marx, 2002 [1849]), le capital environnemental est composé  
132 d'*efforts* et de *relations* de valorisation. La caractérisation d'un tel capital passe donc par  
133 l'identification et l'analyse des actions, stratégies, discours, associations d'acteurs *en train de*  
134 constituer un ou des objets de l'environnement comme source de bénéfices (symboliques, sociaux,  
135 économiques...). Ce faisant, on continue d'étendre la portée de la notion de « capital », en prenant  
136 acte notamment de ses développements bourdieusiens. Les écrits de P. Bourdieu ont en effet  
137 approfondi cette dimension relationnelle des ressources, en montrant comment les relations sociales  
138 elles-mêmes, sans aucun aspect matériel ou productif, pouvaient constituer une forme de capital  
139 (Bourdieu, 1980) et cela y compris pour des instances collectives (Bourdieu, 2012). Ici, cependant,  
140 cette dimension relationnelle ne met pas en jeu que des acteurs sociaux, mais inclut toujours le  
141 territoire ou les objets de nature. Le capital environnemental est en effet fondamentalement  
142 constitué des relations des acteurs à ces éléments biophysiques spatialisés qu'ils construisent comme  
143 *environnement* ; il ne se résume donc pas, par exemple, à un « capital social » des acteurs au sein du  
144 champ professionnel ou politique de l'environnement. En outre, chez Marx comme chez Bourdieu,  
145 la notion de capital permet aussi d'aborder les jeux de concurrence et de domination entre les

146 acteurs, jeux fondés sur l'inégalité de distribution du capital. L'environnement peut bien sûr être au  
147 cœur de ces luttes, notamment par le biais de l'appropriation foncière (Richard, 2010). Mais pour  
148 notre cas d'étude, comme on le verra, le capital environnemental dessiné par les BSPs est assez peu  
149 disputé ; un des enjeux est donc de comprendre comment cette notion de capital peut s'intégrer à  
150 l'analyse d'une situation relativement consensuelle.

151 La notion de capital environnemental peut cependant être confrontée à d'autres concepts  
152 voisins pour en légitimer le champ d'application et l'utilité scientifique. Le terme de « ressource  
153 territoriale » constituait ainsi une autre piste de réflexion possible, depuis son émergence dans la  
154 réflexion géographique (Corrado, 2004 ; Gumuchian & Pecqueur, 2007). Mais raisonner en termes  
155 de « ressource » *stricto sensu* aurait été moins fécond dans la mesure où la *ressource* désigne, en  
156 première instance, un ensemble d'éléments essentiellement matériels auxquels la société a accordé  
157 une valeur transactionnelle et qu'elle souhaite exploiter. On perdrait avec elle la dimension  
158 relationnelle apportée par le capital environnemental. De même, la ressource affaiblit la perspective  
159 processuelle des actions de valorisation, puisque la ressource peut être encore imparfaitement  
160 activée, voire un gisement, à la différence d'un capital, qui correspond à sa valorisation effective.

161 L'adjonction de l'idée de territoire, entendue comme une portion d'espace sur laquelle est  
162 projeté un système d'intentions et d'actions (Raffestin, 1980), permettait cependant aux auteurs du  
163 concept de « ressource territoriale » d'élargir la notion de ressource à des composantes plus  
164 immatérielles, et notamment aux interrelations entre acteurs d'un territoire constitutives d'une  
165 stratégie de développement local. Ces relations, ancrées dans les théories de la proximité en  
166 économie (Carrincazeaux, 2011 ; Rallet & Torre, 2004), constituent aujourd'hui une externalité  
167 positive largement reconnue dans les moteurs de l'économie. La territorialité souligne également  
168 l'importance des valeurs de non-usage attachées à l'espace dans l'économie des territoires. Elle  
169 permet de confirmer, dans l'idée de ressource, une « *finalité de qualification ou de différenciation  
170 du territoire et/ou des produits* » (Praly, 2010). Pour Hervé Gumuchian et Bernard Pecqueur, ainsi,  
171 la ressource territoriale est « *une caractéristique construite d'un territoire spécifique et ce, dans une  
172 optique de développement* » (Gumuchian et Pecqueur, op. cit., p.5). On y valorise bien, cette fois, le  
173 poids des relations informelles entre acteurs, les représentations qu'ils se font de leur territoire et la  
174 finalité qu'ils lui attribuent comme de réels moteurs économiques locaux. Les réseaux sociaux  
175 spatialisés, les ancrages territoriaux et les stratégies de développement y acquièrent ainsi un poids  
176 comptable. Et quand bien même la notion de ressource territoriale semble ainsi s'inscrire  
177 préférentiellement dans le registre de l'économie, elle n'oublie pas d'intégrer à l'évaluation de la  
178 ressource une dimension socio-constructiviste.

179 En quoi le capital environnemental permet-il donc de spécifier plus efficacement l'idée de  
180 ressource territoriale ? Si le « capital » est bien entendu ici dans son acception bourdieusienne,  
181 comme on l'a proposé plus haut, il renforce à la fois la dimension relationnelle introduite par la  
182 ressource territoriale et l'idée d'une accumulation de ressources reproductibles permettant  
183 d'alimenter un bénéfice – donc l'idée d'une stratégie et d'une finalité. L'épithète  
184 « environnemental », quant à elle, permet d'une part de rappeler la perspective holiste privilégiée  
185 dans les approches sociales du monde biophysique, et d'autre part de cibler plus spécifiquement  
186 dans le territoire les discours et stratégies d'acteurs construits *autour* de la composante biophysique  
187 des territoires. Le capital environnemental renforce donc l'idée de production et de mise en  
188 circulation d'une ressource spécifiquement attachée à la construction sociale du naturel.

189 L'étude de cas proposée devrait nous permettre de « tester » cette définition du capital  
190 environnemental ; de préciser son champ d'application, de pertinence, ses caractéristiques ou  
191 propriétés. Les Biosphärenparks autrichiens nous fournissent de nombreuses illustrations,  
192 esquissées ci-dessus, des diverses stratégies d'expansion et d'exploitation du capital  
193 environnemental ; ils permettent d'approcher divers *champs* (Bourdieu, 1984) dans lesquels ce  
194 capital se réalise, et notamment le champ environnementaliste. Ils donnent ainsi des pistes de  
195 réponses à la question générale : comment le capital environnemental se concrétise-t-il sur un  
196 territoire ? Comment passe-t-on d'un ensemble d'objets de l'environnement et d'un ensemble de  
197 valeurs à un système – localisé – d'objets valorisés ?

198 La réflexion livrée ici s'appuie sur un travail de terrain (Geffroy, 2012), dont l'objectif était  
199 de saisir le rapport entre le « concept » du Biosphärenpark et ses effets sur le territoire. Ont été  
200 menées une enquête par entretiens semi-directifs auprès d'acteurs impliqués, professionnellement ou  
201 bénévolement, dans le fonctionnement et la gestion des BSPs, assortie d'observations de terrain  
202 centrées sur les signes matériels de la présence du BSP (panneaux d'information et de sensibilisation  
203 principalement) ; et une analyse qualitative<sup>2</sup> des discours ainsi obtenus. La collecte et l'analyse  
204 d'informations sur les différents sites institutionnels et de promotion des parcs vient compléter et  
205 actualiser ce travail.

206

207

208 **CE QUE N'EST PAS LE BIOSPHÄRENPAK : UNE STRUCTURE DÉDIÉE À LA**  
209 **SEULE CONSERVATION DE RESSOURCES NATURELLES**

210

---

2 Grandement facilitée par l'usage du logiciel de textométrie TXM (Heiden et al., 2010).

211 L'étude menée sur ces territoires a montré les nombreux écueils d'une appréhension  
212 superficielle de ces objets, les BSPs, comme dispositifs de protection de l'« environnement », et  
213 donc la nécessité de concevoir ce dernier autrement que comme une somme de « ressources  
214 naturelles » à exploiter ou protéger. Label venant valider les caractéristiques, les activités, la gestion  
215 d'un territoire, une réserve de biosphère n'a pas grand-chose d'un « espace protégé » au sens de  
216 structure administrative et outil législatif de protection de l'environnement. Sur la question des  
217 éventuelles modifications de la législation, qui leur était explicitement posée, les personnes  
218 interrogées ont été claires et unanimes, à l'exemple de l'une d'elles, employée de l'instance de  
219 gestion du BSP Wienerwald :

220

221 Ça n'a apporté presque aucun changement dans le cadre juridique<sup>3</sup>.

222

223 L'étude des textes de loi montre que les BSPs ne remplacent en effet aucun cadre législatif. Les  
224 décrets de création des BSPs (Bundesland Vorarlberg, 2005 ; Bundesland Wien, 2006) reprennent  
225 les catégories de protection déjà en place pour détailler le zonage, et notamment, en guise de zones  
226 « cœurs », des « Naturschutzgebiete »<sup>4</sup>, un des statuts les plus stricts de protection  
227 environnementale dans la loi autrichienne. Seules ces dernières sont concernées par des mesures  
228 restrictives, qui se résument en une seule phrase dans le texte de référence du BSP Wienerwald :

229

230 Tout usage agricole ou forestier est interdit dans les zones cœurs.<sup>5</sup>

231

232 Les autres zones, dites « tampons » et « de développement », ne font l'objet que de  
233 recommandations, de phrases à caractère incitatif. Le fonctionnement des Biosphärenparks est donc,  
234 de manière très comparable aux PNR français, plutôt contractuel et collaboratif ; les incitations  
235 prennent la forme de chartes, élaborées au cours de réunions de concertation ouvertes à tous, et que  
236 les communes participantes s'engagent à respecter. Les trois parcs ont élaboré de tels documents<sup>6</sup>,  
237 de formes et d'ampleurs différentes, qui font office de déclaration d'intention et n'ont pas de  
238 caractère impératif. En outre, les instances de gestion – et par là le « poids » administratif du  
239 dispositif – sont laissées au libre choix des acteurs locaux.

---

3 Traduction personnelle.

4 « Aires de protection de la nature », traduction personnelle.

5 Traduction personnelle.

6 Disponibles (au 13 juin 2017) sur les sites des parcs aux adresses suivantes :

[[http://www.biosphaerenpark.eu/tl\\_files/bilder/news-aktuelles/Leitbild%20UNESCO%20Biosphaerenpark%20Salzburger%20Lungau%20V%200.98\\_%2002%2006%2014.pdf](http://www.biosphaerenpark.eu/tl_files/bilder/news-aktuelles/Leitbild%20UNESCO%20Biosphaerenpark%20Salzburger%20Lungau%20V%200.98_%2002%2006%2014.pdf)] pour le Lungau ; [<https://www.bpww.at/de/artikel/biosphaerenpark-wienerwald-leitbild>] pour la Wienerwald ; [[http://www.grosseswalsertal.at/gemeindeamt/download/222732461\\_1.pdf](http://www.grosseswalsertal.at/gemeindeamt/download/222732461_1.pdf)] pour le Großes Walsertal.

240

241 INSERER ICI LA FIGURE 1. LEGENDE : « Un des panneaux d'entrée dans le Biosphärenpark  
242 Großes Walsertal. Geffroy, 2012 »

243

244 De prime abord, on pourrait ainsi avoir l'impression que ces BSPs sont principalement des  
245 habillages, des opérations de communication ou de marketing, au sens étroitement commercial du  
246 terme. Difficile en effet de percevoir la présence et l'action des parcs autrement que par les  
247 panneaux d'information et de sensibilisation placés dans les centres villageois, ou par les « portes du  
248 parc » matérialisées par des panneaux encadrant les routes d'accès (figure 1) ; difficile de faire la  
249 liste des actions concrètes des instances de gestion, puisqu'elles fonctionnent surtout par incitation  
250 et par soutien. En outre, si le dispositif suscite approbation et bienveillance presque unanimes  
251 (Weixlbaumer & Coy, 2009), l'enthousiasme des citoyens pour l'implication – bénévole surtout –  
252 dans les projets portés par le parc et les processus de décision reste modéré. Une grande partie des  
253 personnes interrogées fait en effet le constat de la faiblesse relative de la participation de la  
254 population, ou d'un essoufflement de celle-ci après une phase initiale de réflexion et d'échanges.  
255 Est-ce à dire que le Biosphärenpark est une coquille vide ?

256

257

## 258 **CE QUE LE BIOSPHÄRENPAK SEMBLE ÊTRE : UN PROJET POUR UN** 259 **TERRITOIRE**

260

261 C'est au fond tout le concept du Biosphärenpark, à part dans les zones cœurs, il n'y a pas de prescriptions  
262 législatives, pas de règlements législatifs pour déterminer la gestion... à partir de là, pour moi le  
263 Biosphärenpark entier, la zone entière, la région entière, est un processus de participation en soi.<sup>7</sup>

264

265 C'est ainsi que résume la situation, sans que le terme de « processus » soit introduit par  
266 l'enquêteur, une employée de l'office autrichien de gestion de la forêt, affectée au BSP Wienerwald.  
267 De manière générale, les personnes interrogées parlent plus volontiers, pour décrire ces parcs, de  
268 « projets » que de « structures », et plus précisément de projets de développement du territoire.  
269 L'expression « projet de territoire » fait généralement écho à la mise en œuvre des théories du  
270 développement local telle qu'elle a été popularisée en France au cours des années 1990. Dans le cas  
271 particulier des espaces ruraux autrichiens, les BSPs tendent vers ce modèle en ce qu'ils satisfont en  
272 partie à un certain nombre de critères caractéristiques du développement local : la mise en dialogue

---

7 Traduction personnelle.



273 des acteurs locaux, l'approche intégrée du territoire, croisant l'environnement, l'agriculture et le  
274 tourisme en particulier, produisant une convergence de vues autour d'une stratégie commune de  
275 développement. Les entretiens font en effet ressortir comme principales fonctions du BSP, la  
276 facilitation du dialogue, la sensibilisation à l'environnement, et la redynamisation économique dans  
277 le cadre d'un développement « durable », dont les termes et les principes sont largement partagés.  
278 La nature du BSP semble plus processuelle que structurelle ; et son rôle, on le voit dans la lettre  
279 même des textes de loi, est d'encourager les habitants des territoires concernés à orienter leurs  
280 activités et leurs pratiques vers une meilleure prise en compte de l'environnement « naturel » et de  
281 ses évolutions, mais aussi à tirer profit de cette orientation. Plutôt que l'idée de « conservation » des  
282 ressources, naturelles ou autres, c'est l'idée d'une valorisation raisonnée, beaucoup plus  
283 consensuelle, qui sert de fondement aux BSPs. Ces conclusions rejoignent pour l'essentiel celles de  
284 J.-E. Beuret (2011), faites à partir d'un échantillon international de réserves de biosphère. Ce  
285 modèle de gestion fondé sur le dialogue et l'incitation, qui se concrétise dans des projets tels que  
286 ceux présentés ci-après, est en effet aujourd'hui largement diffusé.

287 Dans les trois régions autrichiennes étudiées, des marques et labels de qualité ont été  
288 développés, avec la collaboration du Biosphärenpark, pour distinguer des produits locaux. Dans le  
289 parc de Lungau-Nockberge, c'est ainsi la pomme de terre locale, nommée dans la région  
290 « Eachtling », qui fait office d'emblème culinaire. Affirmant la qualité du produit, qui serait  
291 notamment due à l'altitude de la région, les producteurs se sont regroupés en association afin de  
292 créer une marque et de la promouvoir<sup>8</sup>, promotion aujourd'hui largement relayée par le BSP  
293 Lungau-Nockberge et ses espaces de communication<sup>9</sup>. De même, des éleveurs des environs de  
294 Vienne ont profité de la création du BSP Wienerwald en 2005 pour engager un processus de  
295 reconnaissance de « marque de qualité » pour leur viande de bœuf et de veau<sup>10</sup>. Là, le statut  
296 UNESCO est inscrit dans la définition même de l'appellation : les « Wienerwald Weiderinder »,  
297 « bœufs des prés de la Wienerwald », sont, selon la définition de l'association de producteurs, des  
298 animaux qui « ont passé au moins 200 jours de leur vie sur les prés du Biosphärenpark  
299 Wienerwald »<sup>11</sup>. Ces efforts de valorisation de produits agricoles ont abouti, notamment, à une  
300 reconnaissance nationale, par le biais du programme ministériel « GenussRegion »<sup>12</sup>, qu'on pourrait  
301 traduire par « régions du goût », qui fait un inventaire des produits régionaux « typiques » de  
302 l'Autriche. La promotion des produits « du terroir » est désormais une constante des stratégies

8 <http://www.eachtling.at/>

9 <http://www.biosphaerenpark.eu/de/genussregion-lungau.html>

10 [http://www.wienerwald-weiderind.at/site/index.php?option=com\\_content&view=section&layout=blog&id=3&Itemid=3](http://www.wienerwald-weiderind.at/site/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=3&Itemid=3)

11 *Idem*. Traduction personnelle.

12 <http://www.genuss-region.at/>

303 économiques des territoires ruraux européens ; et dans le cas autrichien, on relève au moins un autre  
304 réseau de territoires « protégés », celui des « Naturparke », qui tente de fédérer de tels projets. On  
305 fait jouer par ce biais un ensemble assez diversifié de valeurs, celles de la tradition, celles de  
306 l'environnementalisme, celles du régionalisme et du nationalisme, espérant ainsi augmenter la  
307 notoriété et la valeur monétaire de ces produits agricoles, en en faisant de véritables expressions de  
308 la *qualité du lieu*. L'accent est en effet toujours mis sur les conditions écosystémiques « idéales »  
309 qui seules permettent d'aboutir à de tels produits. On entend ainsi ancrer fortement le produit dans  
310 son terroir d'origine, et la valorisation est alors autant celle du territoire que de ses produits. Dès  
311 lors, la délimitation du territoire, notamment par les panneaux d'entrée (figure 1), prend un rôle  
312 symbolique fort : loin de se limiter à un affichage publicitaire, elle désigne le territoire comme un  
313 environnement social et naturel singulier, et privilégié. C'est probablement là une des formes les  
314 plus courantes et les plus évidentes d'exploitation du capital environnemental. Elle fait clairement  
315 apparaître les différentes composantes nécessaires à l'élaboration d'un tel capital : non seulement les  
316 produits d'un sol ou d'un élevage, mais aussi le contexte biophysique, les acteurs et les structures  
317 humaines et économiques du territoire concerné. Il s'agit précisément des critères de base d'une  
318 réserve de biosphère tels qu'ils sont définis par le cadre statutaire de Séville (UNESCO, 1996), qui  
319 stipule qu'elles doivent inclure à la fois des espaces de stricte préservation et des écosystèmes  
320 socialement entretenus, avec un objectif de développement local « durable ». Un dernier exemple  
321 pris dans le BSP du Großes Walsertal permet de voir que, dans bien des cas, c'est bien d'*élaboration*  
322 plutôt que d'*exploitation* du capital environnemental qu'il s'agit : le projet « Alchemilla »<sup>13</sup>, soutenu  
323 par le BSP, est en effet centré sur la « redécouverte » de savoirs et savoir-faire présentés comme  
324 oubliés. Il s'agit d'un projet de partage de connaissances sur les plantes de la vallée, notamment sur  
325 leurs vertus curatives et attrait culinaires, porté par un groupe de femmes qui se désignent comme  
326 « Kräuterfrauen »<sup>14</sup>. Celles-ci se réunissent pour des séances de formation, et commercialisent les  
327 produits qu'elles tirent des plantes, marqués du logo du BSP. Mais le cœur du projet, tel qu'il est  
328 présenté par le site web, c'est la création d'une communauté d'entraide et de sociabilité, et la  
329 valorisation de savoir-faire spécifiques. Une acception restrictive du capital environnemental,  
330 centrée sur les produits du sol et leur commercialisation, ne permettrait pas dans ce cas de voir les  
331 composantes principales de ce capital spécifique que le projet Alchemilla identifie et élabore : ce  
332 sont les composantes sociale, faite de relations humaines, et technique, faite de savoir-faire. Là  
333 encore, on perçoit l'écho du cadre de Séville (UNESCO, *op. cit.*), qui souhaite promouvoir une

---

13 <http://www.grosseswalsertal.at/alchemilla/>

14 Difficile de traduire ce terme qui associe les femmes (« Frauen ») aux herbes médicinales et/ou aromatiques (« Kräuter »).

334 relation positive entre une société locale et son environnement, ce qui implique l'existence d'une  
335 dynamique développée par les acteurs locaux.

336 Une partie importante des efforts de formalisation du capital environnemental dans les  
337 réserves de biosphère consiste, on le voit, à réinventer (« redécouvrir », comme on aime à le dire)  
338 des produits et des pratiques en les présentant comme *locaux, naturels et traditionnels*, donc en les  
339 investissant des valeurs correspondantes. Une partie importante des investissements dans ce capital  
340 relève donc de stratégies de communication et de présentation. Et c'est là que le rôle des BSPs  
341 s'avère central<sup>15</sup> : les structures d'administration mises en place, s'appuyant sur le label et le nom de  
342 l'UNESCO, « singularisent » la région (Debarbieux et al., 2008) en lui donnant une identité visuelle,  
343 un cadre de référence commun, et surtout des outils de communication, à commencer par les sites  
344 web. En faisant office de plate-forme de diffusion, d'organe fédérateur, en distribuant des certificats  
345 de qualité à des produits et des entreprises locales, ils organisent bel et bien la *formalisation* du  
346 capital environnemental, qui est une des étapes de son élaboration. En témoignent également les  
347 dispositifs de promotion touristique des BSPs, qui dans un registre tout aussi classique font valoir la  
348 beauté de leurs paysages et la qualité, la « naturalité » de leurs environnements. La rhétorique du  
349 développement durable y est omniprésente : le site de promotion touristique du Großes Walsertal<sup>16</sup>  
350 comme celui du Lungau<sup>17</sup> affirment dès la page d'accueil proposer des « vacances durables »<sup>18</sup>. Le  
351 second affirme même on ne peut plus clairement que l'environnement régional est un capital :

352

353 Notre produit, c'est le Lungau lui-même.<sup>19</sup>

354

355 À y regarder de près, les réserves de biosphère autrichiennes, qu'on ne peut vraiment  
356 qualifier d'espaces protégés, sont avant tout des outils de cohésion territoriale : elles se font espaces  
357 d'échanges entre les acteurs locaux, plate-formes de diffusion et de soutien des activités, initiatives  
358 et produits locaux, et catalyseurs d'un discours, celui du développement durable, le tout dans une  
359 perspective assumée de développement territorial. Ce qui signifie que cette cohésion augmentée  
360 doit servir la valorisation du territoire, valorisation d'abord économique, dans un cadre de pensée et  
361 d'action certes politique mais de plus en plus consensuel dans les régions concernées, celui de  
362 l'environnementalisme (Zimmerer, 2006). Si les Biosphärenparks sont essentiellement affaire de  
363 discours, celui-ci est performatif ; relayé par les acteurs locaux, il oriente les politiques publiques de

---

15 Ici il faut distinguer entre les régions ; dans la Wienerwald, la présence effective du BSP à l'échelle de la région est bien moindre que dans les deux autres cas. Voir Geffroy, 2012.

16 <http://www.vorarlberg-alpenregion.at/walsertal/>

17 <http://biosphaerenpark.com/>

18 « nachhaltigen Urlaub »

19 Traduction personnelle.

364 développement du territoire et influe sur les initiatives privées. Les responsables et citoyen(ne)s  
365 interrogé(e)s reprennent abondamment les thèmes de l'« économie » et de la « nature »,  
366 principalement pour évoquer la nécessité d'une symbiose entre les deux domaines ; mais c'est le  
367 développement économique qui apparaît comme un horizon en soi, la protection de la nature en  
368 étant une modalité, certes incontournable pour toutes les personnes interrogées. Il en ressort que le  
369 BSP est compris bien plus comme partie prenante d'un projet de développement territorial que  
370 comme une structure de conservation des ressources.

371 L'analyse à travers le concept de capital paraît bien fructueuse, et permet de louvoyer entre  
372 plusieurs écueils, si l'on s'en tient rigoureusement à la définition proposée. Celui, d'abord, d'une  
373 analyse par trop naturaliste, de l'ordre de la comptabilité écologique (Costanza et al., 1997), où la  
374 variable anthropique n'est qu'une condition de l'actualisation ou de la destruction de la ressource  
375 (Gagnon et al., 2008). Celui, ensuite, d'une vision par trop économiste, centrée sur l'accumulation  
376 de ressources et l'inscription dans le territoire de rapports de concurrence et de domination (Torre,  
377 2010). Ceux-ci existent certainement, mais sont relativement discrets dans les régions rurales et  
378 montagneuses du Lungau et du Grosses Walsertal, très faiblement peuplées (18 hab./km<sup>2</sup> pour le  
379 Großes Walsertal, 23 hab/km<sup>2</sup> pour le Lungau-Nockberge)<sup>20</sup>, sans développement significatif des  
380 sports d'hiver relativement à certaines régions proches – notamment le Tyrol – et, pour le Lungau,  
381 vieillissant et dont le marché du travail décline. Dans la Wienerwald, une forêt périurbaine, les  
382 densités de population et la richesse rurale sont nettement plus élevées mais le statut de BSP fait  
383 l'objet de très peu de débats, étant connu d'un nombre réduit d'acteurs locaux. Dans les deux  
384 premiers cas d'étude en tout cas, on observe un relatif consensus autour du projet de BSP avec des  
385 formes de mise en commun des ressources, des stratégies collaboratives d'élaboration et de  
386 valorisation d'un capital que les faibles densités rendent abondant. Comme le soulignent C. Gagnon  
387 et al. (2008), ou encore H. Lamara (2009), ce type de capital ne peut d'ailleurs être valorisé sans  
388 activer les mécanismes de gouvernance de la collectivité concernée. Son élaboration, collective et  
389 progressive, fait office de stratégie politique et économique pour nombre de territoires ruraux  
390 similaires, en Autriche (Dax, 2001) comme ailleurs. Le cas étudié est ainsi représentatif d'une  
391 tendance de fond : c'est aujourd'hui très souvent dans l'« environnement » que les acteurs locaux des  
392 régions rurales entendent puiser leurs ressources économiques. De nombreux problèmes surgissent  
393 bien sûr des acceptions divergentes de cet « environnement » ; mais partout on entend le  
394 « préserver » ou le « protéger ». Et les projets tels que les réserves de biosphère autrichiennes, ou  
395 les PNR français, qui sont très semblables aux dispositifs ici étudiés, sont une des solutions que l'on

---

20 [http://www.grosseswalsertal.at/Region/Gemeinden/Das\\_Grosse\\_Walsertal](http://www.grosseswalsertal.at/Region/Gemeinden/Das_Grosse_Walsertal);  
<http://www.biosphaerenpark.eu/de/lungaunockberge-im-unesco-biosphaerenpark-lungau.html>].

396 tente d'apporter à l'apparente contradiction du « développement »<sup>21</sup> des activités économiques et de  
397 la préservation d'un environnement donné – contradiction que l'approche par le capital  
398 environnemental permet justement d'effacer. L'avenir, pour les acteurs de ces territoires, semble  
399 donc effectivement se trouver dans l'élaboration d'un capital environnemental, et ceci dans un cadre  
400 précis, celui du paradigme environnementaliste. Et les recherches récentes montrent que de tels  
401 projets peuvent contribuer efficacement à cette élaboration : on observe ainsi, dans les PNR français  
402 par exemple, des situations d'« embourgeoisement rural » (Desponds, 2007 ; Richard et al., 2014),  
403 qui, si elles ne relèvent pas complètement du « développement économique » souhaité, sont bien  
404 une forme de valorisation. Si les aménités environnementales, qui encouragent des choix  
405 résidentiels, doivent bel et bien être considérées comme un capital à part entière, leur conversion en  
406 valeurs financières, notamment immobilières, donnent une mesure commode de l'élaboration et de  
407 l'entretien de ce capital<sup>22</sup>.

408        Peut-être faut-il désormais, au vu de ces évolutions, notamment la généralisation du  
409 paradigme intégrateur, c'est-à-dire de la « protection de la nature en contexte social » (Weixlbaumer,  
410 2006), prendre les espaces dits « protégés » pour ce qu'ils sont vraiment – et cela n'a rien de  
411 péjoratif *a priori* –, c'est-à-dire des cadres de formalisation du capital environnemental des  
412 territoires.

413

414

## 415        ENJEUX THÉORIQUES DE LA « FORMALISATION » DU CAPITAL 416 ENVIRONNEMENTAL

417

418        Les actions menées relèvent bel et bien de la recherche et de la valorisation d'un capital : on  
419 entend y trouver, sous une forme ou une autre, un bénéfice. Passé ce constat, et étant admise la  
420 pertinence de la grille de lecture du capital environnemental, le cas étudié mène à plusieurs  
421 réflexions qui pourraient contribuer à renforcer celle-ci.

422        Nous proposons de parler, pour qualifier l'action d'un tel « espace protégé », de  
423 *formalisation* du capital environnemental local : une grande partie des actions qu'il porte relèvent de  
424 la communication, de la diffusion, du discours sur les lieux et l'environnement, qui sous une  
425 apparence de vacuité déterminent grandement la ou les valeurs de ce capital. Sans cette

---

21 Si le terme, marqué par le paradigme de la croissance, est encore quasi hégémonique, il serait bien plus juste dans beaucoup de régions rurales de parler de « maintien » des activités économiques, ou même simplement d'« implantation » afin de ne pas s'embarrasser d'une perspective diachronique.

22 Pour le cas des BSPs autrichiens, on ne dispose pas encore de données qui permettraient de tirer des conclusions similaires (N. Weixlbaumer, 2016, communication personnelle).

426 formalisation, qui met en correspondance les objets avec des valeurs, le capital environnemental  
427 reste à l'état potentiel. En l'occurrence, elle se fait dans un cadre idéologique bien identifié, celui du  
428 développement durable, qui imprègne désormais la grande majorité des projets de territoire. C'est ce  
429 qui fait aujourd'hui qu'un certain nombre de sources de richesse, telles que le capital  
430 environnemental réalisé dans les BSPs, échappent à l'analyse marxienne du capitalisme industriel,  
431 mais aussi à l'analyse économiste du « natural capital » (Costanza et al., 1997). En effet, selon  
432 Marx, dans le système capitaliste, « pour la première fois, la nature devient un pur objet pour  
433 l'humanité, une pure affaire d'utilité » (Marx, 2011). Or, même dans le cadre strict de l'économie  
434 capitaliste, les valeurs symboliques, culturelles ou esthétiques accordées à la « nature » ont  
435 aujourd'hui un poids ; et, dans les cas étudiés par exemple, celles-ci débordent largement du seul  
436 cadre du profit financier, obligeant à considérer la diversité des valeurs attribuées à ce capital  
437 spécifique que l'on qualifie d'*environnemental*. En outre, celui-ci est nécessairement *situé* : attaché à  
438 un ensemble de conditions ou d'éléments spécifiques à un lieu ou un espace (qui peut être global), et  
439 en interrelation, il n'est pas mobile. Le capital environnemental n'obéit donc pas, par exemple, à la  
440 nécessité d'expansion géographique du capital, la « spatial accumulation » théorisée par D. Harvey  
441 (1975), qui montrait par là l'importance de la dimension spatiale dans l'analyse d'un capitalisme  
442 défini notamment par sa dépendance à la croissance. Au contraire, dans notre cas d'étude, l'objectif  
443 recherché est la réalisation d'un capital localisé. Est-il alors possible de penser un capital sans  
444 croissance et sans expansion géographique ? Dans les régions étudiées, malgré le vocabulaire  
445 utilisé, l'horizon n'est en effet pas nécessairement la croissance économique à long terme ; il ne  
446 s'agit pas tant de développer une activité économique que de l'implanter de manière durable.

447 Un des objectifs de la formalisation de ce capital pour des régions telles que les BSPs peut  
448 être, simplement, de se forger une réputation de « modèles [...] de développement durable des  
449 territoires » (UNESCO, 1996), et ainsi d'augmenter leur « capital symbolique collectif » (Harvey,  
450 2001b), objectif devenu commun dans un contexte de mise en compétition des territoires. Mais cette  
451 compétition se décline en différentes arènes, et ce n'est que relativement à d'autres territoires aux  
452 enjeux similaires que ce capital peut être un avantage. Et en identifiant le système de valeurs par et  
453 pour lesquelles un capital environnemental est créé, on peut procéder à une analyse plus fine et  
454 distinguer des champs, au sens bourdieusien (*op. cit.*), pour lesquels ce capital est pertinent. De  
455 même que (Clivaz et al., 2011) proposent d'analyser le positionnement des stations touristiques au  
456 sein d'un *champ touristique* spécifique, on peut supposer que les démarches de formalisation du  
457 capital environnemental de territoires tels que les BSPs s'inscrivent dans un ou des champs  
458 spécifiques. Le discours des interrogés permet d'identifier quelques domaines récurrents où le

459 capital environnemental local est valorisé, qu'il est difficile cependant de considérer sans hésitation  
460 comme des champs à part entière, au vu de leur multiplicité et leur caractère vague : ils évoquent le  
461 développement économique en général, toujours dans le cadre des valeurs du développement  
462 durable, ils évoquent le dialogue et la cohésion sociale, la qualité de vie. On pourrait dire que cette  
463 valorisation se fait en général dans le champ environnementaliste, qui comme configuration de  
464 valeurs et d'acteurs comprend non seulement des intérêts économiques, mais aussi sociaux (qualité  
465 des relations sociales, légitimation morale...). Mais un autre champ semble essentiel pour la  
466 valorisation de ce capital, et s'il est évoqué par les interrogés, il ne l'est peut-être pas autant qu'il le  
467 devrait eu égard à son importance : c'est le champ *touristique*, valable également pour des territoires  
468 moins spécialisés que les stations touristiques étudiées par Clivaz et al. (2011). C'est en effet un  
469 secteur économique primordial, au moins pour les deux parcs de régions rurales. N'ayant pas  
470 développé d'infrastructures massives de sports d'hiver, le Lungau et le Großes Walsertal cherchent  
471 aujourd'hui à développer un tourisme dit « durable » – on retrouve là bien entendu le champ  
472 environnementaliste –, où de nombreuses activités non strictement touristiques trouvent en réalité  
473 d'importants débouchés : ainsi de la commercialisation des produits du terroir et de l'offre  
474 gastronomique qui l'accompagne. De manière générale, la fréquentation touristique des régions  
475 rurales et de montagne, toujours motivée par l'attrait des paysages, l'est également de plus en plus  
476 par le cadre de valeurs abondamment évoqué ici et qui attribue à certains lieux une *qualité*  
477 particulière (voir plus haut). L'importante promotion touristique faite par les sites web témoigne de  
478 ce positionnement marqué des BSPs dans le champ touristique ; mais la signalétique des parcs elle-  
479 même, illustrée par la figure 1, participe de la visibilité donnée au territoire dans ce champ, et de la  
480 diffusion d'une « identité » portée par le label du BSP. Les BSPs autrichiens se positionnent donc  
481 dans un sous-champ du tourisme : c'est le champ du tourisme à sensibilité environnementaliste,  
482 souvent dit – mais l'expression ne se rapporte pas toujours à un concept précis, encore moins à un  
483 ensemble homogène d'activités et de pratiques – tourisme « vert ».

484 Pour comprendre la valorisation d'un capital environnemental donné, il faut donc analyser la  
485 relation entre des ressources et un ensemble de valeurs, identifier un champ au sein duquel cette  
486 relation peut se déployer ; en décrivant par exemple dans les BSPs les différents acteurs et leurs  
487 stratégies. Mais pour saisir la réalisation de ce capital, c'est-à-dire les façons dont il est exploité ou  
488 mobilisé, il est utile de se rapprocher encore de l'action proprement dite : ici, manger les produits du  
489 terroir, parcourir la montagne enneigée en skis de randonnée, ou encore installer un parc de  
490 panneaux solaires (le Großes Walsertal en a fait l'expérience (Hinteregger et al., 2015)), par  
491 exemple. Ces « actions » relèvent toutes d'un ensemble d'investissements dans un environnement

492 appréhendé comme tel – c'est-à-dire comme ensemble situé d'interactions biophysiques et sociales –  
493 mais présentent une certaine diversité : la dernière relève pleinement de l'aménagement du  
494 territoire, et à ce titre peut être considérée comme un investissement « fixe » ; mais les deux  
495 premières sont de l'ordre de la *pratique*, des lieux ou de l'espace. C'est-à-dire que des actions y sont  
496 menées, qui engagent et créent également des significations ; ainsi employée, la notion de  
497 « pratique » permet d'exprimer la consubstantialité du « faire » et de la signification (Stock, 2004)  
498 dans les rapports à l'espace des acteurs sociaux. Dans les BSPs, on le voit, le capital  
499 environnemental n'existe que par les acteurs qui « investissent » les territoires, par des actions  
500 matérielles, engageant ou modifiant l'espace physique, mais aussi des conceptions – des « shared  
501 understandings » (Schatzki, 2015 ; Schatzki et al., 2001), notamment la vision, partagée par la  
502 plupart des acteurs locaux, de leur région comme un territoire « à protéger », mais aussi à  
503 « développer ». Plutôt qu'accumulé ou investi dans des structures – « spatially fixed », au sens de D.  
504 Harvey (1981, 2001a) – comme pourrait le laisser penser le statut de « réserve » ou de « parc »  
505 attribué par le label UNESCO, le capital ici identifié est tourné vers l'usage, la réalisation à travers  
506 des pratiques, notamment touristiques. Ces dernières mobilisent en effet constamment des  
507 conceptions, voire des *imaginaires* (Debarbieux, 2003 ; Gravari-Barbas & Graburn, 2012) des lieux,  
508 mais toujours par la présence physique : le déplacement, la « visite » des lieux. Ce n'est pas tant  
509 dans l'exploitation d'un stock de ressources que dans la pratique des lieux – bien sûr, la  
510 consommation directe de certaines ressources peut relever de la pratique des lieux, notamment  
511 lorsque les produits sont présentés comme « du terroir » – que le capital environnemental trouve,  
512 dans notre cas, sa concrétisation. Parler « d'investissements » ou de « pratiques » est un moyen de  
513 recentrer l'analyse sur l'échelle humaine de la compréhension et de l'action, sur la « pratique »  
514 comme concept primordial de la compréhension du monde social (Schatzki et al., 2001), et  
515 notamment, ici de la construction sociale de l'environnement (Rudolf et al., 1998). C'est une  
516 manière de dire que les espaces et les lieux n'ont de sens et de valeur que parcourus et représentés ;  
517 la notion de capital environnemental, parmi bien d'autres propositions théoriques, semble donc nous  
518 inviter à considérer les espaces, les territoires, les milieux, comme *pratiqués* plutôt qu'*exploités*.

519

520

## 521 CONCLUSION

522 La notion de capital environnemental, comme grille d'analyse multidimensionnelle de  
523 l'environnement et de ses valeurs socialement construites, s'avère efficace pour synthétiser les  
524 stratégies de développement territorial qui sont au fondement des Biosphärenparks autrichiens. Elle



525 est notamment utile pour évaluer la performativité du discours environnementaliste au sein de tels  
526 projets. Mais les spécificités de ce capital suffisent-elles à en faire une notion originale, ou se  
527 résume-t-elle à une application à un objet spécifique, en l'occurrence l'environnement dit « naturel »  
528 des sociétés humaines, des théories marxistes et bourdieusiennes ? Si ces dernières avaient déjà  
529 dépassé une conception statique du stock ou des « ressources naturelles », le capital  
530 environnemental contribue à compléter la réflexion sur le caractère relationnel des valeurs dans les  
531 sociétés et leurs économies : en effet, il caractérise certes une relation entre des acteurs sociaux,  
532 mais aussi et surtout la relation que ceux-ci entretiennent avec les espaces et les objets « de  
533 nature ». L'essentiel est d'admettre d'une part le caractère socialement construit des valeurs  
534 accordées aux composantes du monde biophysique, et d'autre part la multiplicité de ces valeurs.  
535 Cela implique de se défaire d'une vision strictement économiste, où la seule valeur vraiment  
536 pertinente serait financière, les autres types d'investissement n'étant que des moyens d'aboutir à  
537 celle-ci. L'illustration ici proposée, le Biosphärenpark autrichien, est une des formes les plus  
538 élaborées de constitution d'un capital environnemental, de plus en plus employée dans les politiques  
539 publiques des espaces ruraux : il s'agit, en encourageant l'attribution de valeurs diversifiées à des  
540 espaces relativement peu anthropisés, de *formaliser* un capital environnemental, et d'en faire la base  
541 d'un projet de territoire.

542

## 543 **Références**

544

- 545 Beuret J.-E., 2011. La mise en dialogue de la nature dans les réserves de biosphère : les voies de la  
546 gouvernance (Dialogs on nature in biosphere reserves : the ways of governance). *Bulletin de*  
547 *l'Association de géographes français*, 88(4), 459-474. DOI : 10.3406/bagf.2011.8238
- 548 Borrini-Feyerabend G., 1996. *Collaborative Management of Protected Areas: Tailoring the*  
549 *Approach to the Context*. Gland, Switzerland: UICN.
- 550 Bouamrane, M. (ed.), 2007. *Le dialogue dans les réserves de biosphère : Repères, pratiques et*  
551 *expériences*. UNESCO.
- 552 Bourdieu P., 1980. Le capital social. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31(1), 2-3.
- 553 Bourdieu P., 1984. *Questions de sociologie*. Paris: Ed. de Minuit.
- 554 Bourdieu P., 2012. *Sur l'État: cours au Collège de France (1989-1992)*. (P. Champagne, R. Lenoir,  
555 & F. Poupeau, Dir.). Paris: Seuil.
- 556 Bundesland Vorarlberg, Verordnung der Landesregierung über den « Biosphärenpark Großes  
557 Walsertal », Pub. L. No. LGBl.Nr. 33/2000, 46/2005 (2005).
- 558 Bundesland Wien, Gesetz über den Wiener Teil des Biosphärenparks - Wienerwald, Pub. L. No.  
559 LGBl 47/2006 (2006).
- 560 Bürgenmeier B., 2004. *Economie du développement durable*. De Boeck Supérieur.
- 561 Carrincazeaux C., 2011. Les dynamiques spatiales de l'innovation. In M.-C. Bélis-Bergouignan, B.  
562 Jullien, Y. Lung, & M. Yildizoglu (Dir.), *Industries, innovations, institutions: éléments de*  
563 *dynamique industrielle*. Bordeaux, France: Presses universitaires de Bordeaux.
- 564 Clivaz C., Nahrath S., Stock M., 2011. Le développement des stations touristiques dans le champ  
565 touristique mondial. *Mondes du Tourisme, hors-série « Tourisme et mondialisation »*.

- 566 Corrado F., 2004. Vers un concept opératoire : la ressource territoriale. *Montagnes*  
567 *Méditerranéennes, dossier : La notion de ressource territoriale*(20), 21-24.
- 568 Costanza R., d'Arge R., de Groot R., Farber S., Grasso M., Hannon B., Limburg K., Naeem S.,  
569 O'Neill R. V., Paruelo J., Raskin R. G., Sutton P., van den Belt M., 1997. The value of the  
570 world's ecosystem services and natural capital. *Nature*, 387(6630), 253-260. DOI :  
571 10.1038/387253a0
- 572 Coy M., Weixlbaumer N., 2009. *Der Biosphärenpark als regionales Leitinstrument - Das Große*  
573 *Walsertal im Spiegel der Nutzer* (Österreichischen Akademie der Wissenschaften). IUP,  
574 Innsbruck University Press.
- 575 Dax T., 2001. Endogenous Development in Austria's Mountain Regions. *Mountain Research and*  
576 *Development*, 21(3), 231 –235.
- 577 Depraz S., 2008. *Géographie des espaces naturels protégés - Genèse, principes et enjeux*  
578 *territoriaux*. Paris: Armand Colin.
- 579 Desponds D., 2007. Les impacts d'un parc naturel régional (PNR) sur les évolutions socio-  
580 démographiques de son espace rural : le cas du Vexin français. *Norois. Environnement,*  
581 *aménagement, société*, (202), 47-60. DOI : 10.4000/norois.1620
- 582 Douglas I., Huggett R. J., Robinson M. E., 1996. *Companion encyclopedia of geography : the*  
583 *environment and humankind*. London, New York: Routledge.
- 584 Emelianoff C., 2003. Environnement. In J. Lévy & M. Lussault (Dir.), *Dictionnaire de la*  
585 *géographie et de l'espace des sociétés* (p. 317-318). Paris, France: Belin.
- 586 Gagnon C., Simard J.-G., Tellier L.-N., Gagnon S., 2008. Développement territorial viable, capital  
587 social et capital environnemental : quels liens ? *Vertigo - la revue électronique en sciences*  
588 *de l'environnement*, 8(2). DOI : 10.4000/vertigo.4983
- 589 Geffroy V., 2012. *Les réserves de biosphère en Autriche, ou le développement durable en*  
590 *éprouvettes*. Mémoire de M2, non publié, ENS de Lyon.
- 591 Gumuchian H., Pecqueur B., 2007. *La ressource territoriale*. Paris Economica Anthropos.
- 592 Harvey D., 1975. The geography of capitalist accumulation: a reconstruction of the Marxian theory.  
593 *Antipode*, 7(2), 9–21.
- 594 Harvey D., 1981. The spatial fix—Hegel, von Thunen, and Marx. *Antipode*, 13(3), 1–12.
- 595 Harvey D., 2001a. Globalization and the spatial fix. *Geographische revue*, 2(3), 23–31.
- 596 Harvey D., 2001b. *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*. Routledge.
- 597 Heiden S., Magué J.-P., Pincemin B., 2010. TXM: Une plateforme logicielle open-source pour la  
598 textométrie - conception et développement. In *10th International Conference on the*  
599 *Statistical Analysis of Textual Data - JADT 2010*. Rome, Italie.
- 600 Hinteregger F.-M., Gartner M., Weber R., 2015, décembre 3. Walsertal ist stromautark - e5-Orte  
601 ausgezeichnet. *vorarlberg.ORF.at*. vorarlberg.ORF.at. Consulté à l'adresse  
602 <http://vorarlberg.orf.at/news/stories/2745676/>
- 603 Lamara H., 2009. Les deux piliers de la construction territoriale : coordination des acteurs et  
604 ressources territoriales. *Développement durable et territoires. Économie, géographie,*  
605 *politique, droit, sociologie*. DOI : 10.4000/developpementdurable.8208
- 606 Lascoumes P., 2010. *L'éco-pouvoir: Environnements et politiques*. La Découverte.
- 607 Marx K., 2002 (édition originale 1849). *Travail salarié et capital*. Chicoutimi: Les classiques des  
608 sciences sociales, J.-M. Tremblay. Consulté à l'adresse  
609 <http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.tra>
- 610 Marx K., 2011. *Manuscripts de 1857-1858 dits « Grundrisse »*. (J.-P. Lefebvre, Dir., G. Badia, É.  
611 Balibar, & J. Bidet, Trans.). Paris, France: Éd. sociales.
- 612 Praly C., 2010, juin 30. *Nouvelles formes de valorisation territoriale en agriculture : le cas de*  
613 *l'arboriculture de la moyenne vallée du Rhône* (Thèse de doctorat en géographie). Lyon 2.  
614 Consulté à l'adresse <http://www.theses.fr/2010LYO20038>
- 615 Raffestin C., 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, France: Librairies techniques.

- 616 Rallet A., Torre A., 2004. Proximité et localisation. *Economie rurale*, 280(1), 25–41.
- 617 Richard F., 2010. La gentrification des « espaces naturels » en Angleterre : après le front écologique,  
618 l'occupation ? *L'Espace Politique. Revue en ligne de géographie politique et de*  
619 *géopolitique*, (9). DOI : 10.4000/espacepolitique.1478
- 620 Richard F., Dellier J., Tommasi G., 2014. Migration, environnement et gentrification rurale en  
621 Montagne limousine. *Journal of Alpine Research | Revue de géographie alpine*, (102-3).  
622 DOI : 10.4000/rga.2525
- 623 Richard F., Saumon G., Tommasi G., 2015. De l'hégémonie des valeurs environnementales à  
624 l'affirmation d'un nouveau capital ? In *Colloque "Capital environnemental :  
625 représentations, pratiques, dominations, appropriations spatiales"*. Limoges, France.
- 626 Rudolf F., Moscovici S., Watier P., 1998. *L'environnement, une construction sociale: pratiques et*  
627 *discours sur l'environnement en Allemagne et en France*. Strasbourg, France: Presses  
628 universitaires de Strasbourg.
- 629 Schatzki T. R., 2015. Spaces of Practices and of Large Social Phenomena. *EspacesTemps.net,*  
630 *Traverses*. Consulté à l'adresse [http://www.espacestemp.net/articles/spaces-of-practices-](http://www.espacestemp.net/articles/spaces-of-practices-and-of-large-social-phenomena/)  
631 [and-of-large-social-phenomena/](http://www.espacestemp.net/articles/spaces-of-practices-and-of-large-social-phenomena/)
- 632 Schatzki T. R., Knorr-Cetina K., Von Savigny E., 2001. *The practice turn in contemporary theory*.  
633 London, New York: Routledge.
- 634 Stock M., 2004. L'habiter comme pratique des lieux géographiques. *EspacesTemps.net*. Consulté à  
635 l'adresse [http://www.espacestemp.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-](http://www.espacestemp.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/)  
636 [geographiques/](http://www.espacestemp.net/articles/habiter-comme-pratique-des-lieux-geographiques/)
- 637 Torre A., 2010. Conflits environnementaux et territoires. In B. Zuindeau, *Développement durable et*  
638 *territoire* (p. 109–121). Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires du Septentrion. Consulté  
639 à l'adresse <http://www.andre-torre.com/pdf/PDFpub197N1.pdf>
- 640 UNESCO, 1996. *Réserves de biosphère : la Stratégie de Séville et le Cadre statutaire du Réseau*  
641 *mondial*. Paris: UNESCO.
- 642 Veyret Y., 2007. *Dictionnaire de l'environnement*. Paris A. Colin.
- 643 Weixlbaumer N., 2006. Auf dem Weg zu innovativen Naturschutz-Landschaften–Naturverständnis  
644 und Paradigmen im Wandel. In K. H. Erdmann, H. R. Bork, & T. Hopf, *Naturschutz im*  
645 *gesellschaftlichen Kontext* (p. 7–28). Münster: Bundesamt für Naturschutz -  
646 Landwirtschaftsvlg.
- 647 Weixlbaumer N., Coy M., 2009. Selbst- und Fremdbild in der Gebietsschutzpolitik. Das Beispiel  
648 des Biosphärenparks Großes Walsertal/Vorarlberg. In I. Mose (Dir.), *Wahrnehmung und*  
649 *Akzeptanz von Großschutzgebieten* (p. 37-57). BIS-Verlag der Carl von Ossietzky  
650 Universität.
- 651 Zimmerer K. S., 2006. Cultural ecology: at the interface with political ecology - the new  
652 geographies of environmental conservation and globalization. *Progress in Human*  
653 *Geography*, 30(1), 63–78.
- 654